



PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

2013

SOMMAIRE

SECTION		PAGE
I	MISSION ET VISION	3
II	VALEURS	3
III	ORGANISATION	4
	Organigramme	
IV	PARC IMMOBILIER	7
V	BILAN DE L'ANNÉE 2012	8
	Gouvernance	
	Rayonnement des pratiques de gestion du logement social	
	Aménagement du site	
	Informatique	
VI	OBJECTIFS 2013	9
VII	FAITS SAILLANTS	10
VIII	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	11
IX	ANALYSE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	12
X	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR FONCTION	14
XI	PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS (RAM)	16

I MISSION ET VISION

La Corporation d'habitation Jeanne-Mance (CHJM) a été constituée par la Ville de Montréal le 25 juin 1958 pour administrer le projet connu sous le nom des Habitations Jeanne-Mance.

Mission

La CHJM propose *des logements de qualité* aux résidents à faible revenu, habitant sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, ainsi *qu'un éventail de services afin d'offrir un milieu de vie stimulant, où il fait bon vivre, et des opportunités pour l'épanouissement de chacun tant sur le plan individuel que collectif.*

La participation de tous les employés, partenaires et fournisseurs assure à la fois la gestion du site, des logements et l'animation de ce milieu de vie.

Vision

En lien avec sa mission, la CHJM oriente ses actions de façon à changer les perceptions populaires du logement social.

Deux principales orientations stratégiques soutiennent cette vision : le désenclavement physique et le désenclavement social. Pour atteindre cet idéal, la CHJM mise sur trois champs d'intervention, soit l'amélioration de l'aménagement du site, le développement social et communautaire et le renforcement des compétences organisationnelles.

II VALEURS

De par sa vocation, la CHJM s'est dotée d'un certain nombre de valeurs pour accompagner ses employés dans leurs activités professionnelles. Ces valeurs, partagées par tous, se reflètent à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation afin d'accroître, entre autres, la confiance des résidents et des nombreux partenaires. Ainsi, la gouvernance et les actions de la CHJM et de ses employés sont ancrées dans des valeurs éthiques et professionnelles qui sont les suivantes :

L'intégrité

Cette valeur valorise la bonne foi, l'équité et l'impartialité dans les rapports entre les personnes et dans le traitement des dossiers. Elle suppose l'honnêteté, l'incorruptibilité et « faire ce qui est bien » en toutes circonstances. Cela exige le respect de la dignité des personnes de même que le respect des règles d'éthique et de déontologie.

Le respect

Cette valeur soutient des comportements marqués par la courtoisie, la bienveillance, l'empathie et la confidentialité et suppose l'acceptation des idées et des sentiments des autres.

La responsabilisation

La gestion du parc immobilier des HJM représente une grande responsabilité sociale et environnementale pour les administrateurs et employés. *La CHJM affine le développement durable à ses orientations, ses décisions et ses actions afin de prendre en compte les impacts sociaux et environnementaux.*

La responsabilisation valorise aussi l'adhésion aux orientations, décisions et valeurs organisationnelles dans les actions au quotidien. Ceci implique la diligence, la rigueur et le fait d'assumer la responsabilité de ses actions, y compris celle de ses erreurs. Enfin, le devoir de transparence est la condition sine qua non pour établir une relation de confiance tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation.

L'excellence

Le souci de se centrer sur l'action et de se perfectionner est la base d'une culture d'excellence. L'organisation efficace et efficiente du travail permet d'offrir une bonne gestion du site et de ses logements. Cela exige que le personnel fasse preuve d'entraide, de collaboration et de solidarité. Chacun doit démontrer son ouverture face aux changements, aux idées nouvelles ainsi que sa curiosité et son intérêt d'en apprendre davantage pour parfaire ses connaissances et innover dans ses actions. La CHJM valorise et met à profit la formation, l'expérience et les compétences de chacun.

III ORGANISATION

Le conseil d'administration

La Corporation est administrée par un conseil composé de sept membres, dont quatre sont nommés par le conseil municipal de la Ville de Montréal. Les trois autres membres sont élus par et parmi les résidents. Le terme des administrateurs est de trois ans, renouvelable.

NOM	FONCTION	NOMINATION
Robert Petrelli	Président	Conseil municipal
Robert Labelle	Vice-président	Conseil municipal
Roger Dionne	Trésorier	Conseil municipal
Danielle Cécile	Administratrice	Conseil municipal
Shirley Smith	Administratrice	Locataire
Rolland Durocher	Administratrice	Locataire
Lise Cayer	Administratrice	Locataire

Le comité d'audit

Composé de trois membres, le comité d'audit a pour mandat d'examiner le cadre financier incluant l'intégrité des états financiers, les mécanismes de contrôle interne et le respect des lois, règlements, politiques et procédures, notamment en ce qui a trait aux octrois de contrats.

NOM	FONCTION
Claude Papineau	Président
Jean Bernier	Membre
Roger Dionne	Membre

Le comité aménagement

Le comité aménagement est composé de sept membres dont le mandat consiste à examiner, commenter, bonifier et suggérer tout projet qui pourrait avoir des impacts sur les aménagements extérieurs du site.

NOM	FONCTION
Robert Petrelli	Président du conseil
Roger Dionne	Trésorier du conseil
Rolland Durocher	Administrateur au conseil
Danielle Juteau	Directrice générale, CHJM
Normand Vallières	Directeur gestion immobilière, CHJM
René Pronovost	Chef de division, Horticulture et collections, Jardin Botanique / Espace pour la vie
Julia Davies	Conseillère en aménagement, Direction de l'habitation, Ville de Montréal

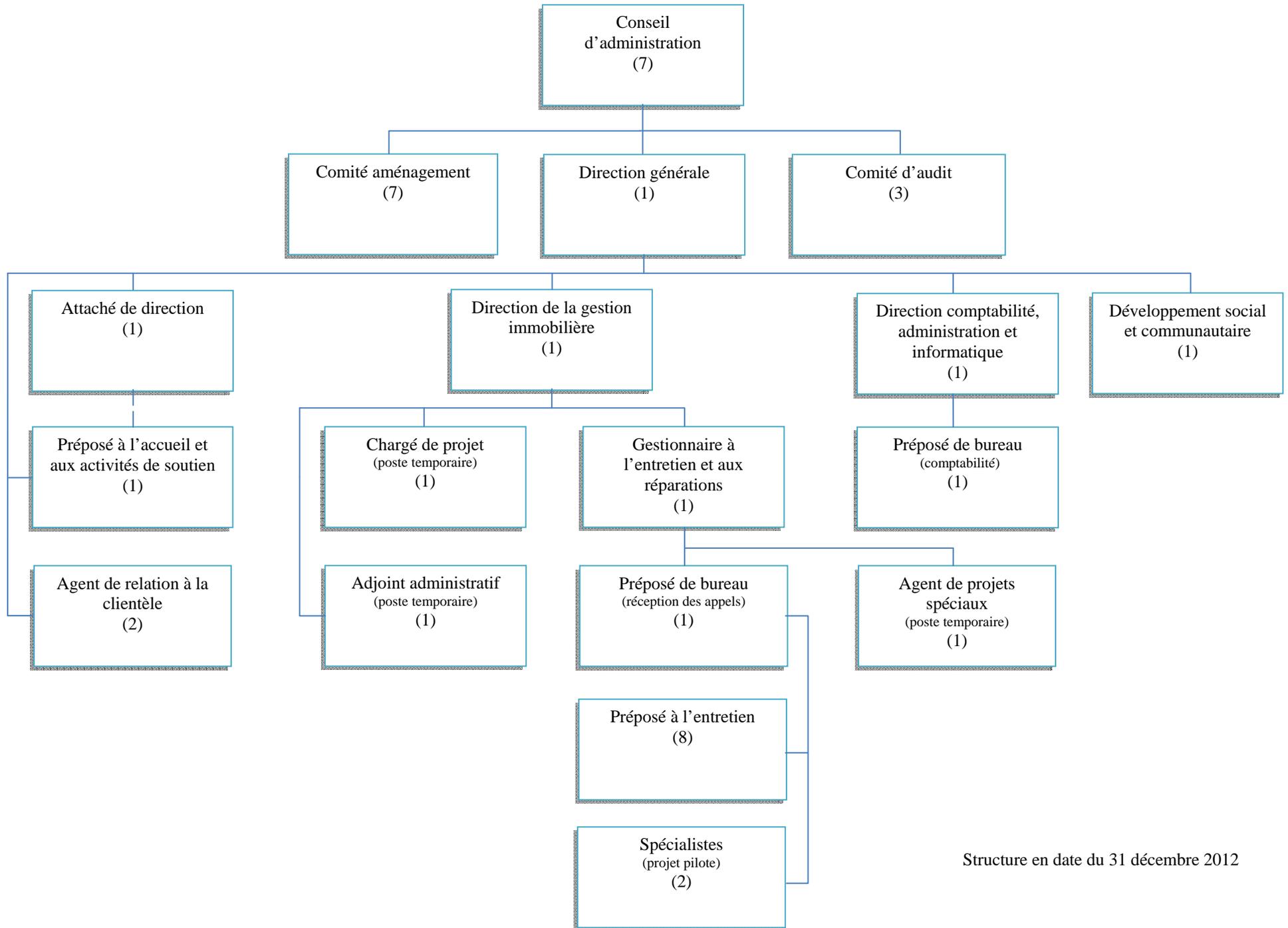
Le personnel de direction

L'équipe de direction assure la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles.

NOM	FONCTION
Danielle Juteau	Directrice générale
Carole Leroux	Directrice des services administratifs
Normand Vallières	Directeur de la gestion immobilière
Sylvain Blais	Gestionnaire du service de l'entretien et des réparations
Sébastien Houle	Attaché à la direction générale



CORPORATION D'HABITATION JEANNE-MANCE



Structure en date du 31 décembre 2012

IV PARC IMMOBILIER

La Corporation est responsable de la gestion d'un parc immobilier de 788 logements regroupés dans 28 bâtiments qui sont répartis sur un terrain d'une superficie d'environ 7,7 hectares. Les immeubles sont répartis en cinq sous-ensembles mixtes ceinturés par de grands espaces.

TYPOLOGIE DES BÂTIMENTS			
Clientèle	Type d'immeuble	Nombre d'immeubles	Nombre de logements
Personnes âgées 60 ans +	Tour 12 étages	5	528 (1cc et 2cc)
Familles avec enfants	Multiplex 6 logements	14	210 (2cc et 3cc)
	Maison de ville	9	50 (4cc et 5cc)
Total		28	788

Situé au cœur du Faubourg St-Laurent, le site est délimité au nord par la rue Ontario, au sud par la rue Boisbriand, à l'est par la rue Sanguinet et à l'ouest par la rue St-Dominique. On y trouve les espaces publics suivants : un terrain de soccer (patinoire extérieure), deux terrains de basket-ball, un parc de jeux pour enfants, un jardin communautaire, des jeux d'eau, une grande allée aménagée et un boisé. Seul le boulevard De Maisonneuve traverse le site d'est en ouest dans la partie sud.



Gouvernance

En début d'année, un renouvellement des nominations au conseil d'administration a eu lieu. La Corporation a accueilli deux nouvelles administratrices, soit mesdames Danielle Cécile, directrice de l'habitation à la Ville de Montréal et Lise Cayer, locataire. Également, un remaniement au niveau des fonctions s'est opéré : monsieur Labelle, ayant cumulé plus de dix années à la présidence du conseil, a cédé sa place à monsieur Petrelli qui occupait jusqu'alors la fonction de vice-président. Monsieur Labelle continue son mandat au conseil à titre de vice-président.

Par ailleurs, afin de supporter le conseil d'administration et la direction générale au niveau de la gouvernance, une mise à jour des politiques organisationnelles, règlements, directives et procédures a été achevée et intégrée dans un manuel de gestion.

Rayonnement des pratiques de gestion du logement social

La directrice générale de la Corporation, madame Danielle Juteau, a participé à plusieurs colloques et conférences au niveau local et national. Ses interventions novatrices sur le plan de la gestion et du développement communautaire, qui intègrent l'expertise d'un vaste réseau de partenaires, ont été présentées.

Aménagement du site

La Corporation a soumis des propositions de revitalisations urbaines pour le quadrilatère qu'elle occupe dans le cadre de l'élaboration du « Programme Particulier d'Urbanisme (PPU) du Quartier des spectacles – pôle du Quartier latin » par la Ville de Montréal. Bon nombre de ces propositions ont été accueillies favorablement par les autorités municipales.

La Corporation a révisé les aspects légaux de ses documents d'appels d'offres publics et a poursuivi la mise en œuvre de son programme de Remplacement, Amélioration et Modernisation (RAM). Les projets en cours de réalisation ont été maintenus, tels que le réaménagement des devantures et des cours arrière des maisons de ville et le remplacement des réseaux de distribution électrique et mécanique. De plus, l'ambitieux projet de modernisation des logements a débuté et des mesures de mitigation ont été mises en place pour les locataires pouvant être incommodés par le bruit des travaux. Également, un projet-pilote en plomberie-électricité, qui se traduit par l'embauche de deux employés à l'interne, a été amorcé afin d'améliorer l'efficacité des ressources affectées à ces spécialités et l'efficacité des services rendus aux locataires. Enfin, le projet de verdissement des stationnements, financé en partie par le Fonds vert de la lutte aux îlots de chaleur de l'INSPQ, s'est achevé.

Informatique

La Corporation a procédé à la refonte complète de son site Internet incluant l'actualisation de tous ses contenus. Une nouvelle plate-forme flexible et dynamique a été implantée de telle sorte que les locataires, ainsi que tous les internautes, pourront être informés des activités que mène la Corporation.

VI OBJECTIFS 2013

La Corporation poursuit des objectifs d'excellence tant au niveau de sa gestion que de la prestation des services qu'elle livre à sa clientèle de façon à honorer sa mission. Les objectifs spécifiques poursuivis pour l'année 2013 sont les suivants :

- Poursuivre la mise en valeur de l'aménagement physique du site, notamment par le moyen de l'art mural et la densification de la verdure;
- Poursuivre les travaux du programme de Remplacement, Amélioration et Modernisation (RAM);
- Participer aux réflexions et à la réalisation du plan de redéveloppement du quartier et du site en collaboration avec les diverses instances publiques, organismes et table de concertation du quartier;
- Poursuivre la mise en œuvre du plan d'action en développement social et communautaire;
- Poursuivre le programme de sécurité afin d'offrir aux résidents un milieu de vie de qualité.

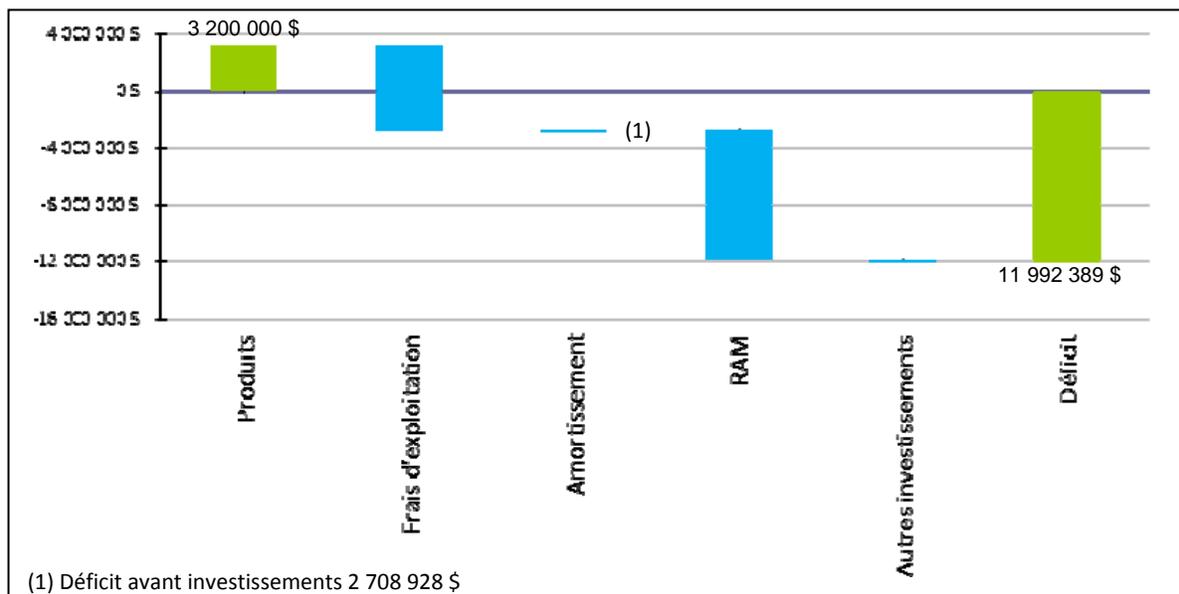


VII FAITS SAILLANTS

Le budget de l'année 2013 tient compte des sommes nécessaires pour assurer la réalisation des objectifs de la Corporation, tout particulièrement au niveau de la poursuite des travaux de Remplacement, Amélioration et Modernisation (RAM) du site, notamment la modernisation des logements. Un projet-pilote en plomberie et en électricité, se traduisant par l'embauche de spécialistes, sera mesuré au cours de l'année 2013 et permettra de valider une baisse potentielle des coûts d'entretien annuels de 3%. L'augmentation de 26,43% du RAM s'inscrit dans la programmation des travaux. En 2013, la Corporation poursuit ses interventions de manière à préserver la valeur de son parc immobilier.

	Budget 2013	Budget 2012	Écart \$	Écart %
Produits	3 200 000	3 200 000	0	0,00%
Frais d'exploitation	5 897 199	5 672 379	224 820	3,96%
Remplacement, Amélioration et Modernisation	9 173 750	7 255 878	1 917 872	26,43%
Amortissement	11 729	47 492	-35 763	-75,30%
Autres investissements	109 711	607 150 ⁽¹⁾	-497 439	-82%
Surplus -Déficit	-11 992 389	-10 382 899	1 609 490	15,50%

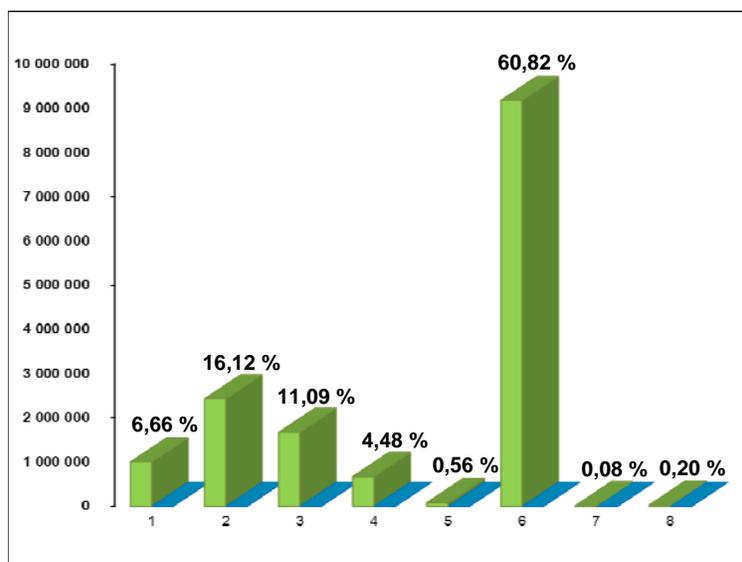
(1) Inclut un montant de 500 000\$ pour l'aménagement de nouveaux locaux administratifs. Ce montant n'apparaît pas au budget 2013 compte tenu qu'il est peu probable que les travaux soient effectués au cours de l'année 2013. Cependant, des coûts reliés à l'aménagement de bureau sont prévus.



VIII PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

FONCTION TITRE DU POSTE	BUDGET 2013	BUDGET 2012	ÉCARTS \$	ÉCARTS %
PRODUITS	3 200 000	3 200 000	0	0,00%
CHARGES				
Administration	1 004 950	979 350	25 600	2,61%
Entretien et conciergerie	2 430 800	2 354 119	79 681	3,38%
Énergie, Taxes, Assurances et Sinistres	2 432 000	2 320 000	112 000	4,83%
Remplacement, Amélioration, Modernisation (RAM)	9 173 750	7 255 878	1 917 872	26,43%
Financement	11 729	47 492	-35 763	-75,30%
Services désignés	29 449	18 910	10 539	55,73%
TOTAL PARTIEL DES CHARGES	15 082 678	12 975 749	2 106 929	16,24%
Autres (investissement capital)		500 000		
Frais spéciaux d'aménagement de bureau	109 711	107 150		
TOTAL DES CHARGES	15 192 389	13 582 899	2 216 640	17,08%
DÉFICIT	-11 992 389	-10 382 899	1 609 490	15,50%
CONTRIBUTIONS AU DÉFICIT				
CMM (25%) (Communauté métropolitaine de Montréal à l'acquit de la Ville de Montréal)	2 998 097	2 595 725	402 372	15,50%
SCHL (75%) (Société canadienne d'hypothèques et de logement)	8 994 291	7 787 174	1 207 117	15,50%

- 1- Administration
- 2- Entretien
- 3- Énergie
- 4- Taxes
- 5- Assurances
- 6- RAM
- 7- Amortissement
- 8- Services désignés



IX ANALYSE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

PRODUITS

Revenus	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Écart</u> \$	
	3 200 000	3 200 000	0	0,00%

La relocalisation temporaire des locataires, dans le cadre du programme de modernisation des logements, nécessite que des logements soient maintenus vacants pour toute la période des travaux. Malgré cela, il y aura adéquation au niveau des produits, ceux-ci étant compensés par l'augmentation des revenus des locataires, lesquels servent à déterminer le montant de loyer à payer.

CHARGES

Administration	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Écart</u> \$	
	1 004 950	979 350	25 600	2,61%

L'écart provient essentiellement de l'augmentation des coûts de la formation nécessaire en raison des normes prescrites par la Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre pour les entreprises assujetties ainsi que les besoins de formation pour le personnel nouvellement embauché. Il est également prévu que la masse salariale dédiée à l'administration soit réduite d'environ 2% en raison du mouvement de personnel.

Conciergerie et entretien	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Écart</u> \$	
	2 430 800	2 354 119	79 681	3,38%

Cette fonction présente l'augmentation la plus substantielle des dépenses d'exploitation et ce, malgré une baisse prévue de plus de 23 % des coûts de l'entretien non récurrent. En effet, la mise en place d'un projet pilote visant l'embauche de spécialistes en plomberie et en électricité permettra de mesurer au cours de l'année 2013 la capacité de la Corporation à réduire ses coûts récurrents au niveau des contrats d'entretien et ses coûts non récurrents au niveau des appels de service. Le budget prévu à cette fonction en 2013 tient compte des salaires des spécialistes, de l'achat des matériaux et d'une réduction conservatrice du coût des appels de service.

IX ANALYSE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (suite)

CHARGES

Énergie, taxes, Assurances et sinistres	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Écart</u> \$	
	2 432 000	2 320 000	112 000	4,83%

Nous prévoyons une hausse des tarifs d'électricité en 2013 tel que soumis par Hydro Québec à la Régie de l'énergie. Nous prévoyons que le coût d'achat du gaz naturel s'ajustera également en conséquence. Par ailleurs, une hausse des taxes foncières est à prévoir en raison des travaux de modernisation réalisés en 2012.

RAM	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Écart</u> \$	
	9 173 750	7 255 878	1 917 872	26,43%

La fonction RAM tient compte des montants nécessaires à la réalisation des travaux prévus au REI révisé en 2012 et qui s'échelonne jusqu'en 2022. Les détails des travaux qui seront réalisés en 2013 sont indiqués à la section XI du document.

Financement	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Écart</u> \$	
	11 729	47 492	-35 763	-75,30%

Le financement représente le remboursement du capital et des intérêts de l'investissement initial de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de la Ville de Montréal dans la réalisation du projet. S'échelonnant de 1965 à 2013 inclusivement, ces montants ont été de l'ordre de 545 220 \$ par année de 1965 à 2009. La première baisse a été enregistrée en 2010. Comme mentionné, le remboursement arrive à terme en 2013 avec un solde de 11 729 \$.

Services désignés	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Écart</u> \$	
	29 449	18 910	10 539	55,73%

Cette fonction a été révisée afin de tenir compte des besoins de soutien au développement du milieu de vie. Ainsi, un montant additionnel de 10 539\$ est prévu à cette fin.

X PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR FONCTION

FONCTION TITRE DU POSTE	BUDGET 2013	BUDGET 2012	ÉCARTS \$	ÉCARTS %
PRODUITS				
LOCATION	3 158 500	3 158 500	0	0,00%
AUTRES REVENUS	41 500	41 500	0	0,00%
	3 200 000	3 200 000	0	0,00%
ADMINISTRATION				
RESS. HUMAINES	666 000	680 000	-14 000	-2,06%
FRAIS GÉNÉRAUX	255 000	219 350	35 650	16,25%
FRAIS INFORMATIQUES	83 950	80 000	3 950	4,94%
SOUS-TOTAL	1 004 950	979 350	25 600	2,61%
ENTRETIEN ET CONCIERGERIE				
RESS. HUMAINES	1 075 000	903 000	172 000	19,05%
RESS. MATÉRIELLES	1 019 000	1 011 119	10 881	1,08%
DÉP. ENTR. NON. RÉCUR.	336 800	440 000	-103 200	-23,45%
SOUS-TOTAL	2 430 800	2 354 119	79 681	3,38%
ÉNERG. TAXES, ASS. ET SINISTRE				
ÉNERGIE	1 672 000	1 585 000	87 000	5,49%
TAXES	675 000	645 000	30 000	4,65%
ASSUR. ET SINISTRES	85 000	90 000	-5 000	-5,56%
SOUS-TOTAL	2 432 000	2 320 000	112 000	4,83%

X PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR FONCTION (suite)

FONCTION TITRE DU POSTE	BUDGET 2013	BUDGET 2012	ÉCARTS \$	ÉCARTS %
REEMPL. AMÉLIOR. MODERN. (RAM)				
REEMPLACEMENT AMÉLIOR. ET MODERN.	9 173 750	7 255 878	1 917 872	26,43%
SOUS-TOTAL	9 173 750	7 255 878	1 917 872	26,43%
AMORTISSEMENT				
AMORTISSEMENT	11 729	47 492	-35 763	-75,30%
SOUS-TOTAL	11 729	47 492	-35 763	-75,30%
SERVICES DÉSIGNÉS À LA CLIENTÈLE				
SUBV ASSOCIATIONS SERVICE À LA CLIENTÈLE	29 449 0	18 910 0	10 539 0	55,73% 0,00%
SOUS-TOTAL	29 449	18 910	10 539	55,73%
SOUS-TOTAL DES CHARGES	15 082 678	12 975 749	2 106 929	16,24%
Autres (investissement capital)		500 000		
Frais spéciaux d'aménagement de bureau	109 711	107 150		
TOTAL DES CHARGES	15 192 389	13 582 899	2 216 640	17,08%
SURPLUS -DÉFICIT	-11 992 389	-10 382 899	1 609 490	15,50%

XI PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS (RAM)

Pour l'année 2013, afin de conserver la qualité de ses équipements, logements et bâtiments, la Corporation prévoit un budget de remplacement et améliorations majeures de 9 173 750

		2013	
		Détaillé	/Fonction
644110	Salaires et avantages sociaux		380 000
1	4 pers/année Directeur Agent de projets spéciaux Chargé de projet Adjoint administratif	380 000	
644440	Remplacement des équipements et des biens meubles		25 400
1	Modernisation de la flotte des véhicules Gator. Équipements électriques requis par les normes environnementales.	20 400	
2	Achat et installation de mobilier urbain.	5 000	
644540	Réaménagement du terrain		685 000
1	Réfection des aires extérieures (accès, allées piétonnes, escaliers, entrées, etc.). Accès, allées piétonnes, escaliers, entrées, etc. 280 000 Inclut la réfection des patios des bâtiments de type B. Inclut la peinture de balustrades et mains courantes. Enfouissement des stations de déchets et aménagement de sites de tri. 250 000 Remplacement des clôtures de bois. 5 000	535 000	
2	Aménagement des terrains du secteur de T2, incluant les abords des B10, B11 et B12.	125 000	
3	Réfection du patrimoine vert	25 000	
644640	Réaménagement des logements		3 185 890
1	Modernisation des logements. Tours 2 013 1 681 000 3,5% 1 739 835 Type B 2 013 348 000 3,5% 360 180 Type C (maisons) 2 013 275 000 3,5% 284 625 Type B et C reporté de 2012 550 000 3,5% 569 250 Indemnités de relocalisation et de déménagements 12 000 N'inclut pas les mesures de mitigation (voir honoraires professionnels)	2 965 890	
2	Remise en état des logements vacants. (Remise en état minimale pour permettre la relocalisation des locataires durant les travaux.)	220 000	
644740	Réfection des bâtiments		1 563 380
1	Travaux de réfection aux divers parements et murs de fondations des immeubles. Pourrait être Réfection du béton exposé et crépi des margelles du bâtiment administratif. 25 000 faits de Remplacement du scellant des fenêtres des escaliers d'issue des tours. 20 000 concert avec Obturation d'anciens conduits et réparations de fissures dans les parement 80 000 644540-1 de brique et les fondations des immeubles de type B.	125 000	
2	Réfection de toitures. B1 13, 14 250 000 Remplacement et/ou ajout de gouttières pour les immeubles de type B. 35 000	285 000	
3	Ajout d'abris permanents ou saisonniers pour les descentes des sous-sols. Tours 50 000 Type C (maisons), aucune solution d'aménagement acceptée à ce jour, travaux en suspens.	50 000	
4	Réfection des halls d'entrée des Tours Inflation Phase 1 en 2013 592 638 3,5% 613 380 Phase 2 en 2014 396 500 3,5% 410 378 Inclut le remplacement des aéroconvecteurs et aérothermes et des thermostats. Inclut le remplacement des panneaux d'intercoms et d'affichage des noms. Inclut les marquises extérieures et parements. Exclut luminaires (voir 644840-1)	613 380	

XI PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS (RAM - suite)

5	Remplacement de portes et ferme-portes.	400 000	
	<i>Type B</i>		
	<i>Porte balcon</i>	250 000	
	<i>Porte logement</i>	75 000	
	<i>(Incluant quincaillerie, coupe son, ferme porte, etc.)</i>		
	<i>Ferme porte de reserres</i>	25 000	
	<i>Type C (maisons)</i>		
	<i>Porte arrière</i>	50 000	
6	Sécurisation des installations d'entrées électriques dans les bâtiments de type B.	40 000	
7	Modernisation des salles de buanderie et salle de toilette des Tours. <i>(Inclut le remplacement des robinets d'évier, des lessiveuses, comptoirs, etc.)</i>	50 000	
644840 Remplacement et amélioration des systèmes			2 406 759
1	Remplacement de luminaires.	200 000	
	<i>Général</i>		
	<i>Extérieur (terrain).</i>	15 000	
	<i>Tours</i>		
	<i>Corridors, escaliers et extérieur.</i>	100 000	
	<i>Type B</i>		
	<i>Aires communes, resserres,</i>	75 000	
	<i>buanderies et détecteurs incendie.</i>		
	<i>Extérieur + sécurisation</i>	10 000	
2	Ventilation des sous-sols des bâtiments B et enlèvement de l'isolant avec amiante	100 000	
3	Nouvelle distribution électrique et mécanique des Tours et bâtiments de type B. <i>Selon le contrat octroyé en 2012</i>	2 106 759	
	<i>1 950 703 contingences 8%</i>	<i>2 106 759</i>	
644860 Autres			300 000
1	Travaux en urgence	50 000	
2	Contingences	250 000	
644920 Honoraires professionnels			627 320
1	Encadrement des projets de développement durable.	110 000	
2	Aménagement extérieur spécifique.	35 000	
3	Modernisation des logements.	257 320	
	Portion des honoraires pour 2013 uniquement		
	<i>Architecture</i>	<i>70 575 contingences 8%</i>	<i>76 221</i>
	<i>Mécanique</i>	<i>135 000 contingences 8%</i>	<i>145 800</i>
	<i>Communication et mesures</i>	<i>25 299</i>	<i>25 299</i>
	<i>de mitigation.</i>		
	<i>Autres spécialités réserve</i>	<i>10 000</i>	<i>10 000</i>
4	Distribution électrique et mécanique - Tours et immeubles de type B.	125 000	
5	Honoraires professionnels sur autres projets majeurs	100 000	
RAM 2013			9 173 750